

**Comité directeur sur l'anti-discrimination,  
la diversité et l'inclusion – CDADI**



CDADI (2023)13

**7<sup>e</sup> réunion plénière, 27-29 juin 2023**

**Rapport**

**Synthèse**

1. Le Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) a tenu sa 7<sup>e</sup> réunion à Strasbourg, du 27 au 29 juin 2023, sous la présidence de Sophie ÉLIZÉON (France).
2. L'ordre du jour de la réunion figure à l'Annexe I et la liste des participants à l'Annexe II.
3. Lors de cette réunion, le CDADI décide de :
  - (a) soumettre au Comité des Ministres, pour examen en vue de son adoption, le projet de Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur la participation politique active des jeunes issus de minorités nationales ;
  - (b) transmettre au Comité des Ministres pour information le Deuxième rapport d'examen thématique de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2010)5 sur les crimes de haine et autres incidents motivés par la haine fondés sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles (SOGIESC) en Europe ;
  - (c) transmettre au Comité des Ministres pour information les rapports thématiques de l'ADI-ROM sur (1) La façon d'inciter les gouvernements à employer les Roms et les gens du voyage dans les institutions gouvernementales et l'administration publique, Macédoine du Nord, 20-22 juin 2022, et sur (2) La consommation de substances : prévention et traitement dans les communautés isolées, Varsovie, Pologne, 21-23 février 2023.
4. Le CDADI :
  - nomme Nicolae RĂDIȚA (République de Moldova) comme Rapporteur sur la jeunesse et Sean FINCH (Royaume-Uni) comme Rapporteur pour les droits de l'enfant pour le biennium en cours et le biennium à venir ;
  - prend note des résultats du 4e Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe et des informations relatives à la préparation du programme et du budget pour les années 2024-2027 ;
  - échange de vues avec Bisera KOSTADINOVSKA-STOJCHEVSKA, ministre de la Culture de la Macédoine du Nord ;

- évalue la méthode de travail choisie pour la préparation de son premier livrable principal sur les minorités nationales et convient de la méthode de travail pour la préparation de tout livrable futur qui pourrait lui être demandé sous réserve de l'adoption de son mandat dans le domaine de la préservation des droits des personnes appartenant à des minorités nationales et de l'utilisation des langues régionales ou minoritaires ;
- adopte, comme l'avait déjà fait la Commission pour l'égalité de genre en mai 2023, l'Étude sur l'impact de l'intelligence artificielle, son potentiel pour promouvoir l'égalité, y compris l'égalité de genre, et les risques pour la non-discrimination ;
- prend note du rapport de la 3<sup>e</sup> réunion du Comité d'experts sur l'intégration interculturelle des migrants (ADI-INT) et encourage les Etats membres à continuer leurs efforts pour l'intégration interculturelle des personnes migrantes, y compris en traduisant dans leurs langues et en diffusant les normes et outils adoptés par le CDADI et le Comité des Ministres dans ce domaine ; adopte le deuxième outil pour l'intégration des personnes migrantes, à savoir le cours de formation sur la collecte et l'analyse des données relatives à l'égalité pour prévenir et combattre la discrimination systémique ; prend note de l'Index des Cités interculturelles en tant qu'outil pour favoriser l'auto-apprentissage et l'apprentissage par les pairs ; prend note des progrès réalisés en ce qui concerne le quatrième outil pour l'intégration des personnes migrantes, à savoir l'élaboration d'un indice de gouvernance à plusieurs niveaux ; fournit à cet égard des conseils et des orientations à l'ADI-ROM ; et adopte l'Étude de faisabilité d'un nouvel instrument sur les stratégies globales d'inclusion ;
- donne des orientations au PC/ADI-CH en ce qui concerne l'achèvement du projet de Recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur la lutte contre les crimes de haine et de son exposé des motifs et l'invite à prendre en compte le Deuxième rapport d'examen thématique de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2010)5 sur les crimes de haine et autres incidents motivés par la haine fondés sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles (SOGIESC) en Europe, en particulier pour le PC/ADI-CH d'examiner la section concernant la protection contre les crimes de haine dans les lieux de détention ;
- prend note du projet d'étude sur la prévention et la lutte contre le discours de haine en temps de crise, demande aux membres, participants et observateurs de soumettre des commentaires écrits avant le 31 juillet 2023 et convient de l'adopter ultérieurement par procédure écrite avant sa prochaine réunion plénière ; décide de créer un groupe de travail chargé de superviser les travaux sur les livrables pour la mise en œuvre des Recommandations CM/Rec(2022)16 sur la lutte contre le discours de haine ; adopte le mandat pour ce groupe de travail ; et nomme à ce groupe de travail des membres de l'Albanie, de la République tchèque, de la Finlande, de l'Italie, de la Lituanie, du Portugal, de l'Ukraine et éventuellement de la Roumanie pour le biennium en cours ;
- prend note du rapport abrégé de la 7<sup>e</sup> réunion de l'ADI-ROM ; échange de vues avec Timea JUNGHAUS, la directrice exécutive de l'Institut européen des Roms pour les arts et la culture (ERAC) ; la remercie, ainsi que les Représentations Permanentes de l'Allemagne et du Royaume-Uni, pour l'organisation d'une manifestation culturelle après le premier jour de réunion ; donne des orientations à l'ADI-ROM et à son groupe de rédaction en ce qui concerne l'achèvement du projet de Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur l'égalité pour les femmes et les filles roms et du voyage et de son exposé des motifs ; prend note des principales conclusions préliminaires de l'étude de faisabilité sur les politiques et pratiques de déségrégation et d'inclusion dans le domaine de l'éducation, y compris des enfants roms et des gens du voyage ; et prend note et approuve le mandat pour un programme de renforcement des capacités et des outils soutenant la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2020)2 sur l'inclusion de l'histoire des Roms et/ou des Gens du voyage dans les programmes scolaires et le matériel didactique au niveau national ;
- prend note des progrès réalisés dans le cadre du 3<sup>e</sup> examen thématique de la Recommandation CM/Rec(2010)5 sur les personnes LGBTI et l'accès aux soins de santé ; prend note des préparatifs en vue de l'examen complet de la Recommandation CM/Rec(2010)5 et de l'élaboration d'une Recommandation du Comité des Ministres sur

l'égalité des droits pour les personnes intersexes, y compris une présentation d'une Feuille de route pour la rédaction de cette Recommandation ; et approuve cette Feuille de route ;

- adopte le présent rapport abrégé de la réunion.

## Rapport de réunion

### **POINT 1 : Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**

1. Le Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) tient sa 7<sup>e</sup> réunion du 27 au 29 juin 2023, à Strasbourg, sous la présidence de Sophie ÉLIZÉON (France), présidente du Comité. Il adopte l'ordre du jour qui figure à l'Annexe I. La liste des participant-e-s est disponible en Annexe II.

### **POINT 2 : Résultats du sommet et préparation du programme et budget**

2. Hallvard GORSETH, Chef du Service de l'anti-discrimination, informe le CDADI des résultats du 4<sup>e</sup> Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe qui s'est tenu à Reykjavik les 16 et 17 mai 2023. La Déclaration de Reykjavik met en avant des domaines de travail du CDADI, notamment la promotion et la protection des droits des personnes appartenant à des minorités nationales, l'élaboration de normes à l'ère du numérique pour sauvegarder les droits humains en ligne et hors ligne, la lutte contre le discours de haine et la nécessité d'assurer l'égalité et de lutter contre toute forme de discrimination ainsi que de renforcer les travaux en faveur de sociétés inclusives exemptes de marginalisation, d'exclusion, de racisme et d'intolérance (paragraphe 18, 29, 30 et 32). L'attention du CDADI est également attirée sur l'Annexe III de la Déclaration intitulée « Principes de Reykjavik pour la démocratie », en particulier sur l'engagement à garantir l'inclusion et une participation pleine et significative à la vie publique pour tous, en particulier pour les femmes et les filles, sans violence, peur, harcèlement, discours et crimes de haine, ainsi que discrimination fondée sur quelque motif que ce soit.
3. Les projets de mandat du CDADI et de ses comités subordonnés ont été rédigés sur la base de l'échange de vues en ligne de mars 2023 et de la Déclaration de Reykjavik. Ils sont en cours de finalisation. Enfin, le CDADI est informé qu'une évaluation a été lancée par la Direction de l'Audit interne, de l'Évaluation et de l'Investigation (DIO) du Conseil de l'Europe. Les entretiens avec les parties prenantes faisant partie de la méthodologie, les membres doivent savoir qu'ils peuvent être contactés. Une délégation fournit des informations supplémentaires sur le processus de préparation du nouveau Programme et Budget pour les années 2024-2027, y compris la demande de priorisation des activités des comités, la préparation de différents scénarios et options et la fourniture d'informations au Comité des Ministres sur les ressources humaines et autres nécessaires, afin de faciliter la redéfinition globale des priorités des travaux du Conseil de l'Europe.

### **POINT 3 : Échange de vues avec des membres du gouvernement de Macédoine du Nord, notamment sur la 9<sup>e</sup> Conférence internationale des femmes roms**

4. Le CDADI tient un échange de vues avec Bisera KOSTADINOVSKA STOJCEVSKA, ministre de la Culture de la Macédoine du Nord, sur les contributions de ce pays à la lutte contre la discrimination, à l'inclusion et à la diversité, et en particulier à la lutte contre l'antitsiganisme et le racisme. La ministre se dit fière que les Roms en Macédoine du Nord soient reconnus dans la Constitution macédonienne et possèdent leur propre municipalité, placée sous l'autorité de leur maire et disposent de l'autonomie locale. Le ministère de la Culture accorde une grande importance à la culture rom et à son caractère spécifique et soutient fermement la mise en œuvre de la Stratégie en faveur de l'intégration des Roms pour la période 2022-2030. La ministre se déclare prête à engager une coopération et à accueillir la 9<sup>e</sup> Conférence internationale des femmes roms. Les membres du CDADI la remercient pour son intervention.

### **POINT 4 : Recommandation du CM sur la participation politique active des jeunes issus de minorités nationales**

5. Adrienne TÓTH-FERENCI (Hongrie) et Berill BARANYAI (Portugal), membres du groupe de travail GT-ADI-MIN, présentent le projet de recommandation. Plusieurs délégations prennent la parole pour saluer l'excellente qualité du texte. Toutes les délégations sont satisfaites et le projet de recommandation est approuvé sans autre modification. Les

nombreuses consultations menées dans ce contexte, notamment avec des jeunes, y compris des minorités nationales, sont saluées. Le CDADI remercie le GT-ADI-MIN et le Secrétariat. Il est souligné que cette recommandation sera importante dans le cadre du travail de suivi du Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales. Un État membre fait une déclaration qui figure à l'Annexe III du présent rapport. La présidente du CDADI invite tous les États membres à appliquer cette recommandation lorsqu'elle aura été adoptée, et fait observer que le paragraphe 2 de cette dernière encourage les États membres à appliquer les principes et lignes directrices de la recommandation également à d'autres groupes qui présentent une identité ethnique, culturelle, linguistique et/ou religieuse commune.

**POINT 5 : Évaluation des méthodes de travail relatives aux résultats attendus en ce qui concerne les minorités nationales**

6. La présidente rappelle que le Comité des Ministres a demandé au CDADI d'évaluer ses méthodes de travail en ce qui concerne les livrables sur les minorités nationales prévus dans son mandat 2022-2025. Elle fait un résumé des méthodes de travail utilisées et des aspects qui devraient être pris en compte au moment de leur évaluation. Sur la base de la discussion qui suit, le CDADI évalue la méthode de travail choisie pour la préparation de son premier livrable principal sur les minorités nationales et convient de la méthode de travail à suivre pour la préparation de tous les livrables qui pourraient lui être demandés à l'avenir sous réserve de l'adoption de son mandat dans les domaines de la préservation des droits des personnes appartenant à des minorités nationales et de l'utilisation des langues régionales ou minoritaires. L'évaluation est incluse dans l'Annexe IV.

**POINT 6 : Étude sur l'impact des systèmes d'intelligence artificielle sur l'égalité, notamment sur l'égalité de genre et la non-discrimination**

7. L'étude susmentionnée est présentée par Raphaële XENIDIS, professeure assistante de droit européen, École de droit de Sciences Po, Paris, experte indépendante et co-auteurice de l'étude. Son exposé porte sur les changements apportés en réponse aux commentaires reçus des membres, des participants et des observateurs en janvier 2023. Erik ADELL HELLSTRÖM (Suède), vice-président du CDADI, rend compte au Comité des évolutions au sein du Comité sur l'intelligence artificielle (CAI). La présidente du CDADI rappelle que l'étude a récemment été adoptée par la Commission pour l'égalité de genre. À l'issue d'un échange avec les membres, les participants et les observateurs, l'étude est adoptée et des remerciements sont adressés au groupe de travail et aux expertes pour la grande qualité de l'étude. Il est noté que les travaux visant à rédiger une recommandation devraient, après l'adoption d'un nouveau mandat, commencer rapidement et être menés en étroite collaboration avec le CAI.

**POINT 7 : Intégration interculturelle - Programme de renforcement des capacités et outils pour l'intégration des migrants visant à soutenir la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2022)10 au niveau national et index ICC**

8. Peter KARIUKI, président du Comité d'experts sur l'intégration interculturelle des migrants (ADI-INT), rend compte des activités de l'ADI-INT et de sa 3<sup>e</sup> réunion, qui a eu lieu les 4 et 5 mai 2023 à Strasbourg. Il est noté que le CDADI a adopté lors de sa 6<sup>e</sup> réunion plénière en décembre 2022 un programme type de renforcement des capacités et que les résultats obtenus indiquent qu'il est efficace. La Finlande et Chypre utilisent ce programme pour gérer la diversité comme un atout ; les bénéfices en sont particulièrement visibles. Le président de l'ADI-INT présente le manuel de formation à la collecte et à l'analyse de données sur l'égalité pour détecter et prévenir la discrimination systémique, en précisant que ce manuel doit être considéré comme un outil pour la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités ; il ne s'agit pas d'un document contraignant. Le CDADI adopte le manuel de formation.
9. La secrétaire de l'ADI-INT présente au CDADI l'index des cités interculturelles (index ICC), qui constitue un outil d'apprentissage par les pairs et d'auto-évaluation offrant aux villes la

possibilité d'entamer une discussion sur leurs politiques et mesures en matière d'intégration interculturelle et de les définir. Carmine CONTE, expert indépendant du Migration Policy Group, décrit les progrès réalisés par l'ADI-INT dans la création d'un index de la gouvernance multiniveaux. L'objectif de cet outil est d'aider les États membres à développer et à mettre en œuvre une gouvernance multiniveaux de l'intégration interculturelle des migrants. Le CDADI procède à un échange de vues et formule des conseils et des orientations.

#### **POINT 8 : Roms et Gens du voyage - Échange de vues avec l'Institut européen des arts et de la culture roms (ERAC)**

10. La directrice exécutive de l'Institut européen des Roms pour les arts et la culture (ERAC), Timea JUNGHAUS, présente le travail de l'ERAC et la manière dont il contribue à prévenir l'antitsiganisme et à lutter contre ce phénomène à travers la promotion des arts roms. L'ERAC a atteint un niveau de mobilisation exceptionnel, aussi bien lors d'événements en présentiel qu'en ligne, et a promu l'art rom lors d'événements à très haut niveau. Ce travail est important pour construire une meilleure perception des Roms dans la lutte contre le racisme sous la forme de l'antigypsisme. Lors de l'échange qui suit, Bisera KOSTADINOVSKA STOJCEVSKA, ministre de la Culture de la Macédoine du Nord, intervient pour exprimer son soutien au travail de l'ERAC et son souhait de coopérer avec celui-ci dans le cadre de la 9e conférence internationale des femmes roms. Plusieurs délégations déclarent qu'elles ont déjà commencé à coopérer avec l'ERAC ou qu'elles envisagent de le faire. Un bon nombre de délégations soulignent la valeur ajoutée de la coopération existante et expriment leur intérêt pour une coopération future.
11. La directrice exécutive indique qu'une manifestation culturelle présentant des artistes roms suivra la réunion plénière, à l'invitation des représentations permanentes de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

#### **POINT 9 : Intégration interculturelle - Étude de faisabilité d'un nouvel outil juridique ou de référence sur les stratégies globales d'inclusion**

12. Le président de l'ADI-INT présente l'étude de faisabilité d'un nouvel instrument sur les stratégies globales d'inclusion. Cette étude, qui est adoptée par le CDADI, contient des recommandations concernant la poursuite des travaux du ADI-INT sur l'inclusion dans les domaines relevant de sa responsabilité, l'objectif étant de stimuler le dialogue, de mettre en commun les connaissances, de diffuser les savoirs et de susciter un soutien mutuel.

#### **POINT 10 : Crimes de haine - Projet de recommandation du CM sur la lutte contre les crimes de haine, y compris les enquêtes menées à cet égard et l'assistance aux victimes**

13. La présidente du Comité d'experts sur les crimes de haine (PC/ADI-CH), Stephanie ÖNER, fait le point sur l'état d'avancement du projet de recommandation susmentionné et sur la 3<sup>e</sup> réunion du PC/ADI-CH qui s'est tenue les 30 et 31 mars 2023. Le CDADI formule des conseils sur la finalisation du projet de recommandation et de son exposé des motifs. Parmi les points de discussion figurent la discrimination intersectionnelle et fondée sur plusieurs motifs, ainsi que la liste des caractéristiques protégées. Plusieurs délégations mentionnent la consultation publique, en soulignant qu'il est encore temps de mobiliser les parties prenantes externes d'ici le 7 juillet 2023 afin qu'elles y participent. L'importance de la consultation publique est soulignée.

#### **POINT 11 : GT-ADI-SOGI - Examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2010)5**

14. Georgia WOLFF, présidente du Groupe de travail sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (GT-ADI-SOGI), présente le deuxième rapport thématique examinant la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2010)5. Le thème de ce deuxième rapport

concerne les crimes de haine et autres incidents motivés par la haine fondés l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles. Un échange de vues a lieu entre les membres à la suite de cette présentation, notamment sur la prévention des crimes de haine fondés sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles dans les lieux de détention. Le CDADI demande au PC/ADI-CH de tenir compte de cet aspect du rapport dans la poursuite de la rédaction du projet de recommandation.

#### **POINT 12 : Discours de haine - Mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2022)16 sur la lutte contre le discours de haine**

15. Federico FALOPPA et Robert VAN DER NOORDAA, experts indépendants, présentent les grandes lignes du projet d'étude sur la lutte contre le discours de haine en temps de crise. Cette étude examine dans quelle mesure les crises engendrent les discours de haine ou sont exacerbées par ces derniers. Elle se fonde sur les réponses des États membres à un questionnaire, sur des entretiens avec les parties prenantes et sur l'analyse de contenus de médias sociaux, utilisés pour des études de cas, notamment en ce qui concerne les discours de haine liés à la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie en Ukraine. Le Comité examine le contenu de la présentation et la vice-présidente du Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI) se dit impatiente de recevoir l'étude complète. Les membres, les participants et les observateurs du CDADI sont invités à formuler des commentaires sur le projet d'étude avant le 31 juillet 2023 en vue de son adoption par procédure écrite.
16. Il est proposé qu'un groupe de travail soit mis en place pour faire avancer, sous réserve du mandat du CDADI, les livrables relatifs à la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2022)16 sur la lutte contre le discours de haine. Ce groupe serait chargé de finaliser l'étude sur le discours de haine en temps de crise afin que celle-ci puisse être adoptée par procédure écrite. Le CDADI adopte le mandat du groupe de travail, qui est disponible en Annexe V, et en désigne les membres.

#### **POINT 13 : Roms et Gens du voyage - Rapports thématiques**

17. Un échange de vues se tient avec les représentants du Groupe Pompidou, Janusz SIEROSLAWSKI (Pologne) et Thomas KATTAU, sur la consommation de substances en général et sur les groupes difficiles à atteindre. Il ressort qu'aucune étude ne met en évidence une probabilité plus élevée de consommation abusive de drogues dans certains groupes, par exemple en fonction de la culture ou de l'appartenance ethnique : la dépendance est déclenchée par d'autres facteurs, notamment l'exposition à des expériences négatives pendant l'enfance et peut donc toucher toutes les couches de la population. Il est essentiel de garantir la disponibilité, l'accessibilité, l'acceptabilité et la qualité suffisante des services publics pour éviter la dépendance. Eleftheria KOUMALATSOU, membre du Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM), présente et commente le rapport thématique de l'ADI-ROM sur la consommation de substances, la prévention et le traitement dans les communautés isolées, élaboré sur proposition de la Pologne avec les pays partenaires que sont la Croatie, la Hongrie, la Finlande et la Grèce. Le rapport examine l'égalité d'accès aux services ainsi que les actions de prévention de la consommation de drogues dans les communautés isolées et cherche à identifier de bonnes pratiques. Il conclut que l'abus de substances n'est pas lié à l'appartenance ethnique mais plus souvent à la pauvreté et que le manque d'éducation et l'abandon scolaire sont des facteurs qui y contribuent. Il inclut une liste de recommandations.
18. La présidente rappelle que lors de la dernière réunion du CDADI en novembre 2022, ce dernier a été informé des résultats de la deuxième visite thématique de l'ADI-ROM qui a eu lieu en Macédoine du Nord, du 20 au 22 juin 2022, sur les façons d'inciter les gouvernements à employer des Roms et des Gens du voyage dans les institutions de l'État et l'administration publique. Le rapport fondé sur cette visite ayant été adopté entre-temps

par l'ADI-ROM, le CDADI est invité à prendre note de ce rapport et décide de transmettre les deux rapports thématiques de l'ADI-ROM au Comité des Ministres pour information.



**POINT 14 : Roms et Gens du voyage - Progrès des travaux et projet de recommandation du CM sur l'égalité des femmes et des filles roms et issues de la communauté des Gens du voyage**

19. Le président de l'ADI-ROM, Jan HERO, fait le point sur l'état d'avancement des travaux du Comité et présente le rapport de sa 7<sup>e</sup> réunion, qui s'est tenue les 11 et 12 mai 2023 à Strasbourg. Maberka KAMBERI, vice-présidente de l'ADI-ROM et membre du CDADI (Macédoine du Nord), présente le projet de recommandation du Comité des Ministres sur l'égalité des femmes et des filles roms et issues de la communauté des Gens du voyage, au nom également d'Eleftheria KOUMALATSOU, membre de l'ADI-ROM. Sa présentation porte sur les domaines dans lesquels les femmes et les filles roms et issues de la communauté des Gens du voyage connaissent des difficultés spécifiques, qui sont traitées dans le projet de recommandation. Celui-ci a également été examiné lors de la 15<sup>e</sup> réunion de dialogue du Conseil de l'Europe avec la société civile rom et des Gens du voyage, qui s'est tenue les 6 et 7 juin 2023. Le groupe de rédaction chargé de la préparation de cette recommandation s'est réuni la veille de la 7<sup>e</sup> réunion plénière du CDADI et a examiné les résultats de la réunion de dialogue et les commentaires reçus des États membres et d'autres parties prenantes. Les États membres sont invités à aborder toutes les questions en suspens. Au cours de la discussion, il est souligné que la question de la collecte de données est particulièrement sensible compte tenu des persécutions dont les Roms ont été victimes au cours de l'histoire.

**POINT 15 : Roms et Gens du voyage – Progrès dans la réalisation des autres livrables**

20. Mihai SURDU, consultant, University College Freiburg, expose les grandes lignes, les conclusions préliminaires et le calendrier de l'étude de faisabilité sur les politiques et pratiques de déségrégation et d'inclusion dans le domaine de l'éducation, incluant des enfants roms et issus de la communauté des Gens du voyage. Il souligne que la ségrégation en matière d'éducation se manifeste sous des formes multiples et que des politiques intégrées devraient être élaborées pour lutter contre la pauvreté dans les quartiers et l'antitsiganisme. L'absence de définitions juridiques dans les législations nationales et la situation préoccupante en ce qui concerne la ségrégation démontrent la nécessité d'une recommandation du Comité des Ministres sur le sujet. Le CDADI est invité à commenter la présentation. Il est suggéré que l'étude traite de la situation des Roms et des Gens du voyage, aussi bien nomades que sédentaires.

21. Anette ÅKERLUND, membre du groupe de travail ad-hoc concerné de l'ADI-ROM, présente le cahier des charges du programme et des outils de renforcement des capacités soutenant la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2020)2 sur l'intégration de l'histoire des Roms et/ou des Gens du voyage dans les programmes scolaires et les matériels pédagogiques. La date limite pour ce livrable sera probablement prolongée jusqu'en juin 2024. L'objectif est de renforcer les capacités des institutions des États membres à concevoir des programmes scolaires ou à les adapter. Un groupe de travail a été créé, composé de représentants de la Finlande, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de la République slovaque et de la Suisse, ainsi que de l'IHRA et de l'ERAC. Une étude cartographique servira de référence et permettra d'identifier les bonnes pratiques existantes dans les États membres. Le deuxième lot de travail comprendra des lignes directrices méthodologiques portant sur l'intégration de l'histoire des Roms et des Gens du voyage dans l'enseignement. Le troisième lot de travail consistera en un outil pratique pour l'enseignement de l'histoire des Roms. À la suite d'une question posée par un État membre, le Secrétariat confirme que la participation à l'étude cartographique se fera sur la base du volontariat.

**POINT 16 : Élections et nominations**

22. Le CDADI nomme Nicolae RĂDIȚA (République de Moldova) rapporteur sur la jeunesse et Sean FINCH (Royaume-Uni) rapporteur pour les droits de l'enfant pour le biennium en cours et le biennium à venir.

**POINT 17 : GT-ADI-SOGI - Progrès dans la réalisation des autres livrables**

23. La présidente du GT-ADI-SOGI fait le point sur le troisième examen thématique de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec (2010)5 qui porte sur les personnes LGBTI et l'accès aux soins de santé. Les États membres ayant indiqué que ce sujet est particulièrement difficile et vaste, plusieurs tables rondes thématiques axées sur des aspects spécifiques de la santé seront organisées, en plus d'une table ronde européenne plus générale. En ce qui concerne l'examen complet et approfondi de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2010)5, le GT-ADI-SOGI, avec l'aide d'experts, met actuellement en œuvre la méthodologie approuvée lors de la 6<sup>e</sup> réunion plénière du CDADI. Des questionnaires seront préparés d'ici le printemps 2024.
24. La présidente du GT-ADI-SOGI communique une feuille de route visant à clarifier les prochaines étapes de la rédaction d'une recommandation du Comité des Ministres sur l'égalité des droits des personnes intersexes. Un groupe de rédaction est en cours de création et s'appuiera sur le document de base. Une ébauche sera présentée aux membres, aux participants et aux observateurs du CDADI lors de la 8<sup>e</sup> réunion plénière en décembre 2023 afin que ces derniers formulent des conseils.

**POINT 18 : Adoption du rapport abrégé et autres questions**

25. Une version bilingue du projet de rapport abrégé est présentée et adoptée. Une liste des prochaines réunions du CDADI et de ses sous-structures est présentée et le document, reproduit à l'Annexe VI, est approuvé.

## Annexe I

### ORDRE DU JOUR

1. Ouverture et adoption de l'ordre du jour
2. Résultats du sommet et préparation du programme et du budget
3. Échange de vues avec des membres du gouvernement de Macédoine du Nord, y compris sur la Neuvième Conférence internationale des femmes roms
4. CM/Recommandation sur la participation politique active des jeunes issus de minorités nationales
5. Évaluation des méthodes de travail relatives aux résultats attendus en matière de minorités nationales
6. Étude sur l'impact des systèmes d'intelligence artificielle sur l'égalité, y compris l'égalité de genre et la discrimination
7. Intégration interculturelle - Programme de renforcement des capacités et outils pour l'intégration des migrants soutenant la mise en œuvre de CM/Rec(2022)10 au niveau national et l'indice ICC
8. Roms et Gens du voyage - Échange de vues avec l'ERAC
9. Intégration interculturelle - Étude de faisabilité d'un nouvel outil juridique ou de référence sur les stratégies globales d'inclusion
10. Crimes de haine - Projet de CM/Recommandation sur la lutte contre les crimes de haine, y compris les enquêtes à cet égard et l'assistance aux victimes
11. GT-ADI-SOGI - Examen de la mise en œuvre de la recommandation CM/Rec(2010)5
12. Discours de haine - Mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2022)16 sur la lutte contre le discours de haine
13. Roms et Gens du voyage - Rapports thématiques
14. Roms et Gens du voyage - Progrès des travaux et projet de CM/Recommandation sur l'égalité pour les femmes et les filles Roms et Gens du voyage
15. Roms et Gens du voyage - Progrès dans la réalisation des autres livrables
16. Élections et nominations
17. GT-ADI-SOGI - Progrès dans la réalisation d'autres objectifs
18. Adoption du rapport abrégé et autres questions

**Appendix II****LISTE DES PARTICIPANTS****MEMBERS / MEMBRES****ALBANIA/ALBANIE****Robert GAJDA**

Commissioner on Protection against Discrimination, Tirana

**ANDORRA/ANDORRE****Christel CODINA TORRES**

Psychologist and desk officer, Equality Policy Department, Ministry of Social Affairs, Youth and Equality, Andorra

**ARMENIA/ARMÉNIE****Hambardzum MINASYAN**

Head of International Human Rights Cooperation Division, Human Rights and Humanitarian Issues Department, Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Armenia

**AUSTRIA/AUTRICHE****Kerstin SITTE**

Department II/5 – National Minorities, Federal Chancellery, Vienna

**AZERBAIJAN/AZERBAÏDJAN****Anar ALIZADE**

Senior Consultant, Department of Humanitarian policy, Multiculturalism and Religious issues, Presidential Administration of the Republic of Azerbaijan, Baku

**BELGIUM/BELGIQUE****Isabelle LECLERCQ**

Cheffe de service a.i., Service Égalité des Chances, Equal Opportunities Team, SPF Justice, Bruxelles

**BOSNIA AND HERZEGOVINA/BOSNIE-HERZÉGOVINE****Adnan JASIKA**

Senior expert associate for cooperation with citizens' associations, NGOs and religious communities, Sector for Human Rights, Ministry of Human Rights and Refugees of Bosnia and Herzegovina, Sarajevo

**Joško MANDIĆ**

Expert advisor, Agency for Gender Equality of Bosnia and Herzegovina, Ministry of Human Rights and Refugees of Bosnia and Herzegovina, Sarajevo

**BULGARIA/BULGARIE****Rositsa IVANOVA**

Secretary and Senior Project Officer, Secretariat of the National Council for Cooperation on Ethnic and Integration Issues, Council of Ministers, Sofia

**CROATIA/CROATIE****Alen TAHIRI**

Director, Government Office for Human Rights and Rights of National Minorities, Zagreb

**CYPRUS/CHYPRE****Costa GAVRIELIDES**

Adviser to the President of the Republic of Cyprus for issues relating to Multiculturalism, Acceptance and Respect to Diversity, Nicosia

**CZECH REPUBLIC/REPUBLIQUE TCHEQUE****Jakub MACHAČKA**

Head of Unit, Secretariat of the Government Council for Human Rights, Department of Human Rights and Protection of Minorities, Office of the Government of the Czech Republic, Prague

**DENMARK/DANEMARK****Andrea BONDE STÜRUP SCHARLING**

Head of Section, Department of Gender Equality, Ministry of Transport, Copenhagen

**ESTONIA/ESTONIE**

excused

**FINLAND/FINLANDE****Corinna TAMMENMAA**

Head of Unit, Unit for Autonomy and Equality, Department for Democracy and Public Law, Ministry of Justice, Helsinki

**FRANCE****Sophie ELIZÉON**

Préfète, déléguée interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH), Paris

**Laurence VILLETTE-RICHARD**

Conseillère justice et relations internationales, Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH), Paris

**GEORGIA/GÉORGIE****Anuki BURDULI**

Senior Specialist at the Human Rights Protection Secretariat, Administration of the Government of Georgia, Tbilisi

**GERMANY/ALLEMAGNE****Ulrike BENDER**

International and European Law, Federal Ministry of the Interior and Homeland, Berlin

**Lena REINSCHMIDT**

EU division, EU coordination, International Affairs, Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth, Berlin

**GREECE/GRÈCE**

n/a

**HUNGARY/HONGRIE****Adrienn TÓTH-FERENCI**

Head of Cabinet, Ministerial Commissioner for Neighbourhood Policy, Ministry of Foreign Affairs and Trade, Budapest

**Ágnes OSZTOLYKÁN**

Deputy to the Permanent Representative to the CoE

**ICELAND/ISLANDE****Gunnhildur GUNNARSDOTTIR**

Ministry of Social affairs and Employment and Ministry of Education and Children representative Iceland's mission to the EU, Brussels

**IRELAND/IRLANDE****Zara LAFFERTY**

Assistant Principal Officer, Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth, Dublin

**Tamara DEMPSEY**

Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth (DCEDIY), Dublin

**ITALY/ITALIE****Mattia PERADOTTO**

Director, National Office against Racial Discrimination – UNAR, Presidency of the Council of Minister, Rome

**LATVIA/LETONIE****Sandra KAULINA**

Lawyer, Second Secretary, Human Rights Division, Department of International Organisations and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs, Riga

**LIECHTENSTEIN**

No nomination / Pas de nomination

**LITHUANIA/LITUANE****Kristina VYŠNIAUSKAITĖ-RADINSKIENĖ**

Advisor of Human Rights Division; UN, International Organizations and Human Rights department, Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania, Vilnius

**LUXEMBOURG****Pierre WEISS**

Sociologist, Integration Department, Ministry of Family Affairs, Integration and the Greater Region, Luxembourg

**MALTA/MALTE****Alexander TORTELL**

Head of the Integration and Anti-Racism Unit, Human Rights and Integration Directorate, Ministry for Home Affairs, Security, Reforms and Equality, Paola

**REPUBLIC OF MOLDOVA/REPUBLIQUE DE MOLDOVA****Victor LAPUȘNEANU**

Head of the Multilateral Cooperation Department, Ministry of Foreign Affairs and European Integration, Chișinău

**Nicolae RĂDIȚA**

Deputy of the Director General of the Agency for Interethnic Relations, Chișinău

**MONACO**

No nomination / Pas de nomination

**MONTENEGRO****Tatjana ANDELIC**

First Secretary, Mission of Montenegro to the EU, Brussels

**NETHERLANDS/PAYS-BAS****Basim al ALOUSI**

Ministry of the Interior, The Hague

**A.M.D.Y. (Asta) BREEDVELD**

Deputy to the Permanent Representative, Permanent representation of the Netherlands to the Council of Europe, Strasbourg

**NORTH MACEDONIA/ MACÉDOINE DU NORD****Svetlana CVETKOVSKA**

Head of the Department for Protection and Prevention of all Forms of Discrimination, Sector for Equal Opportunity, Ministry of Labour and Social Policy, Skopje

**Mabera KAMBERI**

Head of Department for coordination and technical assistant to the minister, Ministry of Labour and Social Policy, Skopje

**NORWAY/NORVÈGE****Petter SØRLIEN**

Senior Adviser, Department of Equality, Non-discrimination and International Affairs, Ministry of Culture and Equality, Oslo

**POLAND/POLOGNE****Paweł KOSMULSKI**

Office of the Government Plenipotentiary for Equal Treatment, Ministry of Family and Social Policy, Warsaw

**PORTUGAL****Cristina MILAGRE**

Adjointe au Cabinet de la Secrétaire d'état à l'intégration et aux migrations, Lisbonne

**Patrícia SÃO JOÃO**

Spécialiste technique, Cabinet du Secrétaire d'État à la Citoyenneté et à l'Égalité, Lisbonne

**ROMANIA/ROUMANIE****Ramona Maria CIUCĂ**

Deputy to the Permanent Representative of Romania to the CoE, Strasbourg

**Costin CIOBANU**

Deputy to the Permanent Representative of Romania to the CoE, Strasbourg

**SAN MARINO/SAINT-MARIN**

excused

**SERBIA/SERBIE****Boris MILICEVIC**

Assistant Minister for Human and Minority Rights and Social Dialogue, Belgrade

**SLOVAK REPUBLIC/REPUBLIQUE SLOVAQUE****Marián FILČÍK**

Head of Human Rights Division, Secretary of the Governmental Council for Human Rights, National Minorities and Equal Treatment, Ministry of Justice of the Slovak Republic, Bratislava

**SLOVENIA/SLOVÉNIE**

excused

**SPAIN/ESPAGNE****Nicolás MARUGÁN**

Deputy Director General, Directorate General for LGBTI Rights, Ministry of Equality, Madrid

**SWEDEN/SUÈDE**

Erik ADELL HELLSTRÖM

EU- and International Affairs Coordinator, Division for Discrimination Issues, Human Rights and Child Rights Policy, Ministry of Employment, Stockholm

### **SWITZERLAND/SUISSE**

#### **Muriel TRUMMER**

Juriste, conseillère juridique, Direction du droit international public DDIP, Département fédéral des affaires étrangères, Berne

#### **Dominique STEIGER LEUBA**

Avocate, conseillère juridique ; Unité Protection internationale des droits de l'homme, Office fédéral de la justice OFJ, Département fédéral de justice et police, Berne

### **TÜRKIYE**

#### **Serhat YILMAZ**

Rapporteur Judge, Department of Human Rights, Ministry of Justice, Ankara

### **UKRAINE**

#### **Ihor LOSSOVSKYI**

Deputy Head, State Service of Ukraine for Ethnic Affairs and Freedom of Conscience, Kyiv

### **UNITED KINGDOM/ROYAUME UNI**

#### **Georgia WOLFF**

Senior International LGBT+ Policy Adviser, Government Equalities Office, London

#### **Sean FINCH**

Head of LGBT+ International, Workplace, Asylum and Resettlement, and Hate Crime Policy Government Equalities Office

#### **Joel SALMON**

Team Leader – International, Communities and Integration directorate, Department for levelling up, housing and communities, London

<b>INVITEES TO THE 7th CDADI MEETING/ INVITES À LA 7e RÉUNION DU CDADI</b>
--

**Bisera KOSTADINOVSKA-STOJCEVSKA**, Minister of Culture, North Macedonia / *La Ministre de la culture, Macédoine du nord*

**Marija Magdalena PETKOVSKA**, Head of Minister's Office, Ministry of Culture / *Chef du Cabinet de la Ministre, Ministère de la culture*

**Natasha DIMESKA**, Head of Minister's Office, Ministry of Labour and Social Policy / *Chef du Cabinet de la Ministre, Ministère du travail et des affaires sociales*

**Peter KARIUKI**, Chair of the ADI-INT / *Le président de l'ADI-INT*

**Zahra NIAZI**, Vice-Chair of the ADI-INT / *La vice-présidente de l'ADI-INT*

**Carmine CONTE**, Independent expert for the ADI-INT / *l'expert indépendant pour l'ADI-INT*

**Stephanie ÖNER**, Chair of the PC/ADI-CH / *La présidente du PC/ADI-CH*

**Jan HERO**, Chair of the ADI-ROM / *Le président de l'ADI-ROM*

**Eleftheria KOUMALATSOU**, ADI-ROM member / *La membre de l'ADI-ROM*

**Anette ÅKERLUND**, Nominated expert to the ADI-ROM / *l'experte nommée à l'ADI-ROM*

**Berill BARANAYI**, ADI-ROM member and a member of the GT-ADI-MIN / *La membre de l'ADI-ROM et du GT-ADI-MIN*



**Raphaële XENIDIS**, Independent expert to the joint CDADI/GEC Task force / *l'experte indépendante du group de travail CDADI/GEC*

**Timea JUNGHAUS**, Executive Director of ERIAC, *Directrice exécutive de l'ERIAC*

**Mihai SURDU**, Independent expert to the ADI-ROM WG on disgregation / *l'expert indépendant pour le GT sur la déségrégation de l'ADI-ROM*

**Janusz SIEROŚLAWSKI**, Polish member of the Pompidou Group / *membre du Groupe Pompidou de la part de Pologne*

**Thomas KATTAU**, Secretariat of the Pompidou Group / *Le secrétariat du Groupe Pompidou*

**Stephanie MARSAL**, Independent expert for the GT-ADI-SOGI / *l'experte indépendante du GT-ADI-SOGI*

**Federico FALOPPA**, Independent expert for Study on preventing Hate Speech / *l'expert indépendant pour l'étude sur la lutte contre le discours de haine*

**Robert van der NOORDAA**, Independent expert for Study on preventing Hate Speech/ *l'expert indépendant pour l'étude sur la lutte contre le discours de haine*

**Richard ODEKERKEN**, Independent expert for Study on preventing Hate Speech/ *l'expert indépendant pour l'étude sur la lutte contre le discours de haine*

<b>PARTICIPANTS</b>
---------------------

**European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) / Commission européenne contre le racisme et l'intolérance**

n/a

**Advisory Committee of the Framework Convention for the Protection of National Minorities (ACFCNM) / Convention-cadre pour la protection des minorités nationales**

Emma LANTSCHNER, Member on behalf of Italy / *Membre de la part de l'Italie*

Elise CORNU, Executive Secretary of the FCNM / *Secrétaire exécutive du FCNM*

Ben FREEMAN, FCNM Secretariat / *Secrétariat du FCNM*

Jörg HORN, ECRML Secretariat/ *Secrétariat de l'ECRML*

**Parliamentary Assembly of the Council of Europe (PACE) /Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)**

Petra BAYR, General Rapporteur on combating racism and intolerance / *Rapporteur général sur la lutte contre le racisme et l'intolérance*

**Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe / Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe**

n/a

**Council of Europe's Office of the Commissioner for Human Rights/ Bureau du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe**

Patricia ÖTVÖS, Adviser, Division III/ *Conseillère, Division no III*

**Council of Europe Development Bank (CEB) / Banque de Développement du Conseil de l'Europe**

Giovanni Battista CELIENTO, Deputy Executive Secretary of the CEB's Organs/ *Secrétaire adjoint exécutif des Organes de la Banque*

**Conference of INGOs of the Council of Europe / Conférence des OING du Conseil de l'Europe**

n/a

**Steering Committee for Human Rights (CDDH)/ Comité directeur pour les droits de l'homme**

n/a

**Committee of Experts on Roma and Traveller Issues (ADI-ROM) / Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage**

Jan HERO, Chair of the ADI-ROM/ *Le président de l'ADI-ROM*

**Committee of Experts on Hate Crime (PC/ADI-CH) / Comité d'experts sur les crimes de haine**

Stephanie ÖNER, Chair/ présidente, Committee of Experts on Hate Crime / *Comité d'experts sur les crimes de haine*

Stefano VALENTI, Co-Secretary of the Committee / *Co-secrétaire du comité*

Jamie BROWN, Co-Secretary of the Committee / *Co-secrétaire du comité*

**Steering Committee on the rights of the child (CDENF) / Comité directeur pour les droits de l'enfant**

n/a

**Committee on Artificial Intelligence (CAI) / Comité sur l'intelligence artificielle**

Louise RIONDEL, Secretariat to the CAI / *Secrétariat du CAI*

**Steering Committee on Media and Information Society (CDMSI) / Comité directeur sur les médias et la société de l'information**

Inge WELBERGEN, Vice Chair of the Steering Committee on Media and Information Society (CDMSI) / Vice-présidente du Comité directeur sur les médias et la société de l'information

Patrick PENNINGCKX, Head of Department, Information Society Department/ *Chef du service, Société de l'information*

**Advisory Council on Youth (CCJ) / Conseil consultatif sur la jeunesse**

Pia SLOGAR, Member of the / *Membre du CCJ* and / *et Youth of European Nationalities (YEN), Gdansk, Poland / Membre du CCJ et YEN*

**Joint Council on Youth (CMJ) / Conseil mixte sur la jeunesse**

n/a

**Gender Equality Commission (GEC) / Commission pour l'égalité de genre**

Andreia Lourenço MARQUES, Vice-Chair of the Gender Equality Commission / *Vice-présidente de la Commission pour l'égalité de genre*

Christa JAKOBSEN, Gender Equality Division / *Division d'égalité entre les femmes et les hommes*

**European Committee of Social Rights (ECSR) / Comité européen des Droits sociaux**

n/a

**North-South Centre of the Council of Europe / Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe**

n/a

**Directorate of Internal Oversight / La Direction de l'Audit interne**

Malcolm COX, Senior Evaluator / *Évaluateur senior*

**HOLY SEE / SAINT-SIEGE**

Anne-Claire MULLER-PISTRE, Expert, solicitor for public law/ *l'experte, avocat spécialisé en Droit public*

**MEXICO**

n/a

**DELEGATION OF THE EUROPEAN UNION TO THE COUNCIL OF EUROPE / DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

n/a

**EUROPEAN COMMISSION, DG FOR JUSTICE AND CONSUMERS / COMMISSION EUROPÉENNE, DG POUR LA JUSTICE ET DES CONSOMMATEURS**

n/a

**EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS (FRA) / AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPEENNE**

Rossalina LATCHEVA, Programme Manager - Fair and Equal Societies, Research & Data Unit / *Chargée du programme,- Sociétés justes et égalitaires, Unité de la recherche et des données*

**OSCE OFFICE FOR DEMOCRATIC INSTITUTIONS AND HUMAN RIGHTS (ODIHR) / CONTACT POINT FOR ROMA AND SINTI ISSUES (CPRSI) /**

**BUREAU DE L'OSCE POUR LES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES ET LES DROITS DE L'HOMME (BIDDH)/ POINT DE CONTACT POUR LES QUESTIONS ROMS ET SINTI**

n/a

**UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS (OHCHR) / HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME (HCDH)**

n/a

**UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (UNHCR) / HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS (HCR)**

Andreas WISSNER, UNHCR Representative to the European Institutions in Strasbourg / représentant du HCR aux institutions européennes à Strasbourg

**OBSERVERS / OBSERVATEURS**

**EUROPEAN NETWORK OF EQUALITY BODIES (EQUINET) / RESEAU EUROPEEN DES ORGANISMES D'EGALITE (EQUINET)**

n/a

**EUROPEAN CENTRE FOR MINORITY ISSUES (ECMI) / CENTRE EUROPEEN POUR LES QUESTIONS RELATIVES AUX MINORITES**

Meyeti PAYET, Project Consultant / consultante du projet

**The International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA) / L'Association internationale des lesbiennes, gays, bisexuels, trans et intersexes (ILGA)**

Cianán B. RUSSELL, Ph.D., Senior Policy Officer, ILGA-Europe / Chargé de mission principal, ILGA-Europe, Brussels

**Transgender Europe -TGEU / Transgenre Europe**

n/a

**ENAR - European Network against Racism / Réseau européen contre le racisme**

n/a

**Assembly of European Regions / Assemblée des Régions d'Europe (AER)**

excused

**Ligue internationale contre le racisme et l'Antisémitisme (LICRA)**

n/a

**SECRETARIAT / SECRETARIAT**

**Directorate General of Democracy and Human Dignity / Direction générale de la Démocratie et de la dignité humaine**

Jeroen SCHOKKENBROEK, Director of Anti-Discrimination / Directeur de l'anti-discrimination

Hallvard GORSETH, Head of the Anti-discrimination Department and of the Roma and Travellers Team / Chef de Service de l'anti-discrimination et de l'Equipe Roms et Gens du Voyage .

Wolfram BECHTEL, Secretary of the CDADI, Head of CDADI Division, Anti-discrimination Department / Secrétaire du CDADI, Chef de la division CDADI, Service de l'anti-discrimination

Charlotte GILMARTIN, Co-Secretary of the CDADI, CDADI Division, Anti-discrimination Department / Co-Secrétaire du CDADI, La division CDADI, Service de l'anti-discrimination

Petra NEUMANN, Seconded official, CDADI Division, Anti-discrimination Department / Conseillère juridique, La division CDADI, Service de l'anti-discrimination

Eleni TSETSEKOU, Secretary of the ADI-ROM, Head of Division of the Roma and Travellers Team, Anti-discrimination Department / Secrétaire de l'ADI-ROM, Chef de la division pour l'Equipe Roms et Gens du Voyage, Service de l'anti-discrimination

Oana TABA, Co-Secretary of the ADI-ROM, Roma and Travellers Team, Anti-discrimination Department / Co-Secrétaire de l'ADI-ROM, Equipe Roms et Gens du Voyage, Service de l'anti-discrimination

Valerie POPPE, Project manager, Roma and Travellers Team, Anti-discrimination Department / *Chargée du projet, l'Equipe Roms et Gens du Voyage, Service de l'anti-discrimination*

Denis DURMISH, Project manager, Roma and Travellers Team, Anti-discrimination Department / *Chargé du projet, l'Equipe Roms et Gens du Voyage, Service de l'anti-discrimination*

Thorsten AFFLERBACH, Head of the Anti-discrimination and Cooperation Division, Anti-discrimination Department / *Chef de la division Anti-discrimination et coopération, Service de l'anti-discrimination*

Ivana D'ALESSANDRO, Secretary of the ADI-INT, Head of the ICC Unit, Anti-discrimination and Cooperation Division, Anti-discrimination Department / *Secrétaire de l'ADI-INT, Chef de l'unité ICC, division Anti-discrimination et coopération, Service de l'anti-discrimination*

Stefano VALENTI, Co-Secretary of the PC/ADI-CH, Head of No Hate Speech and cooperation Unit, Anti-discrimination and Cooperation Division, Anti-discrimination Department / *Co-secrétaire du PC/ADI-CH, Chef de l'unité Non au discours de haine et Coopération, division Anti-discrimination et coopération, Service de l'anti-discrimination*

Menno ETTEMA, former Co-Secretary of ADI/MSI-DIS, No Hate Speech and Cooperation Unit, Anti-discrimination and Cooperation Division, Anti-discrimination Department / *ancien Co-Secrétaire de l'ADI/MSI-DIS, Unité Non au discours de haine et coopération, division Anti-discrimination et coopération, Service de l'anti-discrimination*

Nidaa BOTMI, No Hate Speech and Cooperation Unit, Anti-discrimination Department / *Unité Non au discours de haine et coopération, Service de l'anti-discrimination*

Evgenia GIAKOUMOPOULOU, Secretary of the GT-ADI-SOGI, Head of the SOGI Unit, Anti-discrimination and Cooperation Division, Anti-discrimination Department / *Secrétaire du GT-ADI-SOGI, Chef de l'unité SOGI, division Anti-discrimination et coopération, Service de l'anti-discrimination*

Ellsworth CAMILLERI, SOGI Unit, Anti-discrimination and Cooperation Division, Anti-discrimination Department / *l'unité SOGI, division Anti-discrimination et coopération, Service de l'anti-discrimination*

Ljiljana STOJISAVLJEVIC, Assistant to the Secretary of the CDADI, Senior Assistant of the CDADI Division, Anti-discrimination Department. / *Assistante au Secrétaire du CDADI, Assistante principale de la division CDADI, Service de l'anti-discrimination*

Aida-Diana FARKAS, Administrative Assistant, CDADI Division, Anti-discrimination Department / *Assistante administrative, division CDADI, Service de l'anti-discrimination*

Ellen FOURNIER, Administrative Assistant, Roma and Travellers Team, Anti-discrimination Department / *Assistante administrative, Equipe Roms et Gens du Voyage, Service de l'anti-discrimination*

Chaïma MOHAMED, Assistant to the Co-Secretary of the PC/ADI-CH, Administrative Assistant, No Hate Speech and Cooperation Unit, Anti-discrimination Department / *Assistante au co-secrétaire du PC/ADI-CH, Assistante administrative, Unité Non au discours de haine et coopération, Service de l'anti-discrimination*

Maddalena FORMICA, Assistante to the Head of the Anti-discrimination Department and of the Roma and Travellers Team / *Assistante au Chef de Service de l'anti-discrimination et de l'Equipe Roms et Gens du Voyage*

<b>INTERPRETERS /INTERPRETES</b>
----------------------------------

Pascale MICHLIN  
Corinne McGEORGE-MAGALLON  
Nicolas GUITTONNEAU

**Annexe III****Déclaration de la Belgique concernant l'adoption de la Recommandation du CM sur la participation politique active des jeunes des minorités nationales**

La Belgique tient à rappeler qu'elle n'a pas ratifié la Convention cadre sur le droit des minorités nationales et que lors de sa signature en 2001 la Belgique a formulé la réserve suivante :

*« Le Royaume de Belgique déclare que la Convention-cadre s'applique sans préjudice des dispositions, garanties ou principes constitutionnels et sans préjudice des normes législatives qui régissent actuellement l'emploi des langues. Le Royaume de Belgique déclare que la notion de minorité nationale sera définie par la conférence interministérielle de politique étrangère. »*

Il n'existe pour l'instant en Belgique aucune définition officielle de ce qu'est une minorité nationale qui pourrait être utilisée dans le cadre de cette recommandation. Cela ne doit pas constituer un obstacle au travail que les autres Etats membres, qui ont ratifié cette Convention, ont l'intention de réaliser par l'adoption par le Comité des ministres de cette recommandation.

## Annexe IV

### **Évaluation des méthodes de travail relatives aux résultats attendus en matière de minorités nationales**

#### **Introduction**

Le mandat du CDADI pour les années 2022-2025 contient le passage suivant :

En vue d'une préparation efficace de ses trois principaux livrables sur les minorités nationales pour la période 2022-2025, le CDADI est encouragé à former un groupe de travail ; si le CDADI décide de le faire, le Conseil de l'Europe prendra en charge les frais de voyage et de séjour d'un représentant de chacun des sept États membres désignés par le CDADI. Les autres États membres peuvent envoyer des représentants sans prise en charge des frais ; le CDADI évaluera la méthode de travail choisie à la lumière de son expérience dans le cadre de l'examen à mi-parcours.

Le paragraphe 4 du document CM/Res(2021)3 sur les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail est libellé comme suit :

Lorsqu'il décide de la composition des organes subordonnés composés d'un nombre limité d'États membres et/ou d'experts indépendants, la représentation géographique, et le cas échéant les différents systèmes juridiques et la rotation périodique des États membres doivent être pris en compte par le comité parent.

Lors de sa 4<sup>ème</sup> réunion plénière du 7 au 9 décembre 2021, le CDADI a créé un groupe de travail chargé de préparer un projet de Projet de recommandation sur la participation politique active des jeunes appartenant aux minorités nationales et, sous réserve d'une évaluation de l'efficacité de cette méthode de travail dans le cadre de l'examen à mi-parcours en 2023, de préparer les deux livrables restants sur les minorités nationales.

Au cours de sa réunion 4<sup>th</sup> des 27 et 28 mars 2023, ce groupe de travail a achevé ses travaux sur le projet de recommandation susmentionné relatif à la participation politique active des jeunes des minorités nationales. A la fin de la réunion, les participants ont été invités à donner leur avis sur la question de l'avenir du groupe de travail et de sa composition. Les participants ont exprimé leur satisfaction pour le travail accompli et l'excellent esprit de coopération qui règne au sein du groupe de travail. Plusieurs participants ont exprimé leur volonté de continuer à participer à ces travaux, mais il a également été mentionné qu'il pourrait être utile d'inclure dans ce volet des travaux du CDADI des membres provenant d'autres États membres et possédant des connaissances spécifiques sur le thème suivant.

Sur cette base, le CDADI a procédé à un échange de vues lors de sa réunion 7<sup>th</sup> du 27 au 29 juin 2023, au cours de laquelle il a noté que plusieurs propositions de travaux futurs sur les minorités nationales avaient été avancées et qu'il serait judicieux de recourir au format d'un groupe de travail également pour tout livrables futurs dans ce domaine, compte tenu de l'expérience positive de cette méthode et des résultats qu'elle a permis d'obtenir jusqu'à présent. Tout en préservant un certain degré de continuité concernant ce volet des travaux du CDADI, il est également souhaitable de revoir la composition du groupe de travail avant chaque nouvel exercice biennal ; cela permettra de s'assurer que les membres du groupe de travail possèdent l'expérience et l'expertise nécessaires pour les livrables à venir et qu'au fil du temps, davantage de pays sont impliqués dans ce domaine de travail.

Par conséquent, le CDADI a l'intention, sous réserve de l'adoption de son mandat par le Comité des ministères, de continuer à avoir recours à un groupe de travail chargé de préparer ses livrables concernant les minorités nationales et de nommer les membres du groupe de travail pour le prochain exercice biennal lors de sa 8<sup>ème</sup> réunion en décembre 2023.

## **Annexe V**

### **Mandat d'un groupe de travail du CDADI pour la préparation de résultats sur la prévention et la lutte contre le discours de haine**

*Créé par le Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) du Conseil de l'Europe, conformément à la Résolution CM/Res(2021)3 concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail.*

Mandat valable du 1er juillet 2023 au 31 décembre 2023

#### **Tâches spécifiques :**

Préparer, en collaboration avec le Secrétariat, et sous réserve du mandat du CDADI, les livrables relatifs à la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2022)16 sur la lutte contre le discours de haine.

#### **Composition :**

Les membres :

Le groupe de travail est composé de membres du CDADI ou d'autres représentants des États membres. En ce qui concerne la composition, la répartition géographique, le cas échéant des différents systèmes juridiques, et de l'égalité de genres doivent être dûment pris en compte.

Participants et observateurs :

Pour assurer la mise en œuvre de ses tâches, le groupe de travail peut inviter à assister à ses réunions, sans remboursement des frais, des observateurs et des participants du CDADI et de ses sous-structures, ainsi que d'autres représentants des institutions internationales, des organisations non gouvernementales et des représentants de la communauté universitaire et du secteur privé.

#### **Méthodes de travail :**

Le groupe de travail se réunira en fonction des besoins, notamment par le biais de réunions en ligne, et utilisera les technologies de l'information, des procédures écrites et des consultations si nécessaire.

**Annexe VI****Liste des prochaines réunions du CDADI et de ses sous-structures**

<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
26/06/23 Strasbourg	Ad-hoc groupe de rédaction d'ADI-ROM pour l'élaboration du projet de recommandations pour l'égalité des femmes et filles roms et issues de la communauté des Gens du voyage
<b>27-29/06/23 Strasbourg</b>	<b>7<sup>e</sup> réunion du CDADI</b>
04/07/23 En ligne	Groupe de travail d'ADI-ROM sur l'étude de faisabilité et le projet possible de recommandation sur les politiques ainsi que les pratiques de déségrégation et d'inclusion dans le domaine de l'éducation y compris les enfants roms et des gens du voyage
5-6/09/23 Strasbourg	Ad-hoc groupe de rédaction d'ADI-ROM pour l'élaboration du projet de recommandations pour l'égalité des femmes et filles roms et issues de la communauté des Gens du voyage
Septembre 23 En ligne	Groupe de travail ad-hoc d'ADI-ROM pour produire un programme et des outils de renforcement des capacités soutenant la mise en œuvre de la Résolution CM/Rec(2020)2 au niveau national
Septembre 23 En ligne	Groupe de travail d'ADI-ROM sur l'étude de faisabilité et le projet possible de recommandation sur les politiques ainsi que les pratiques de déségrégation et d'inclusion dans le domaine de l'éducation y compris les enfants roms et des gens du voyage
<b>3-6/10/23 Strasbourg</b>	<b>Comité d'experts sur la lutte contre les crimes de haine (PC/ADI-CH)</b>
<b>17-18/10/23 Strasbourg</b>	<b>Comité d'experts sur l'intégration interculturelle (ADI-INT)</b>
<b>17-18/10/23 Strasbourg</b>	<b>Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM)</b>
<b>19-20/10/23</b> À définir	<b>Bureau du CDADI</b>
14-15/11/23 Strasbourg	Groupe de travail sur l'OSIG (GT-ADI-SOGI)
<b>5-7/12/23 Strasbourg</b>	<b>8<sup>e</sup> réunion du CDADI</b>
<b>18-19/04/24</b> <b>A confirmer</b>	<b>Bureau du CDADI</b>
<b>18-20/06/24 Strasbourg</b>	<b>9<sup>e</sup> réunion du CDADI</b>